

## Culture, agriculture et développement durable, ou le nécessaire passage à la post-modernité

Guillaume Benoit<sup>1</sup>

### Un fabuleux trésor de savoir-faire

Ce n'est pas hasard si le mot « agriculture » englobe le mot « culture ». Culture en latin, c'est « *colere* », c'est à dire « mettre en valeur ». « *Colere* », c'est cultiver, prendre soin, entretenir. Pour la philosophe Annah Arendt, c'est « commercer avec la nature pour la rendre propre à l'habitation humaine », et ce doit donc être aussi « une attitude de *tendre souci* qui vient en contraste avec tous les efforts pour soumettre la nature à la domination de l'homme »<sup>2</sup>.

Je me souviens de Serge Antoine comme si c'était hier. Ses dernières paroles fortes, au directeur du Plan Bleu que j'étais alors, peuvent se résumer ainsi : la nature doit être « ménagée »<sup>3</sup> et l'agriculteur doit donc être, et être reconnu comme, un « agent de développement durable ». Ainsi, lui, l'homme d'abord des villes, remettait-il l'agriculture au centre. De même, récusait-il cette idée saugrenue que le développement durable était né avec la commission Brundtland. S'étant intéressé à la forêt française, il savait en effet que, dès 1346, Philippe VI de Valois, par *l'ordonnance de Brunoy*, commandait que « les maîtres des eaux et des forêts feront les ventes de bois en regard de ce que les forêts se puissent perpétuellement soustenir en bon estat ».

Moi même à l'école du terrain pendant 10 années, dans les Hauts de la Réunion, puis dans les Cévennes, avant d'animer des exercices de prospective méditerranéenne, marocaine, mondiale et française, j'ai pu mesurer combien « *Le face à face avec la nature réclame moins des sentiments qu'un fabuleux trésor de savoirs et de savoir-faire accumulés par les hommes qui affrontent quotidiennement cette réalité infiniment complexe* »<sup>4</sup>. J'ai en effet vu que chaque lieu appelait ses propres solutions et souvent constaté par exemple dans l'habitat, à la Réunion, dans l'Atlas où dans les Cévennes la valeur des savoirs locaux, en même temps que la nécessité d'innover.

### Un trésor mis à mal : le choc de la modernité

Comme chacun, j'ai aussi pu mesurer combien ce « fabuleux trésor » était parfois insuffisant et trop souvent ignoré, bousculé, menacé, déprécié. Je me suis par suite attaché à mieux comprendre

<sup>1</sup> Ingénieur général des ponts, des Eaux et des Forêts, membre du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) ; auteur des rapports l'environnement et le développement en Méditerranée (2005), terroirs et origine au Maroc et en France (2010), l'eau et la sécurité alimentaire (2012), la France et ses campagnes (2013).

<sup>2</sup> Anna Arendt, « la crise de la culture », Gallimard ; 1998.

<sup>3</sup> Le verbe « ménager » évoque le grand ouvrage d'Olivier de Serres, père de l'agronomie française, à savoir : « *le Théâtre d'agriculture et mesnage des champs* ». Olivier nous y dit que « le fondement de l'agriculture est la connaissance du naturel des terroirs que nous voulons cultiver ».

<sup>4</sup> Pierre Lepape, préface au roman de Luis Sepulveda « Le vieux qui aimait les histoires d'amour ».

pourquoi, ainsi que les voies de possibles et nécessaires renouveaux culturels, ce qui m'a conduit notamment à m'intéresser à la question des « terroirs » et de l'« origine ».

Ce grand bouleversement à l'œuvre, que Jean de Montgolfier résume sous le nom de « choc de la modernité », la figure 1 du Plan Bleu ci-dessous, déjà assez ancienne, en donne la meilleure image synthétique possible. Qu'y voit-on ? D'un côté des territoires convoités, ouverts à la mondialisation, et dans lesquels tendent à ce concentrer les établissements humains, les infrastructures et tous les appétits. Les ressources naturelles - eau, terres et littorales -, y sont disputées, surexploitées, accaparées. De l'autre, des arrière-pays marginalisés, appauvris, et en voie de déprise ou de désertification. Le déséquilibre entre les premiers et les seconds, considérable, se mesure par exemple aux taux relatifs de pauvreté (cf figure 2, cas de la Tunisie) et à un exode rural exportant la pauvreté dans des villes sans industries.

Dans les territoires du type 1 comme dans ceux du type 2, les savoir-faire sont menacés. Ainsi par exemple en Languedoc, où on avait naturellement appris à vivre avec l'inondation, c'est-à-dire à « respecter l'eau », en habitant par exemple seulement à l'étage, 80% des maisons construites dans les zones inondables ont moins de 40 ans et la plupart se sont construites en pleine ignorance du risque ! Une seule inondation peut y causer par suite 1 milliard € de dégâts et plusieurs dizaines de morts. Les menaces dans les arrière-pays sont d'une autre nature, même si on y voit aussi des accaparements de ressources par exemple par de riches éleveurs. Ceux-ci ayant souvent perdu 4/5<sup>ème</sup> de leur population et bien plus encore d'agriculteurs, le recul pastoral y est souvent la première menace pour la biodiversité et les paysages, aggravant le risque de grands feux<sup>5</sup>.

Figure 1 Littoralisation en Méditerranée

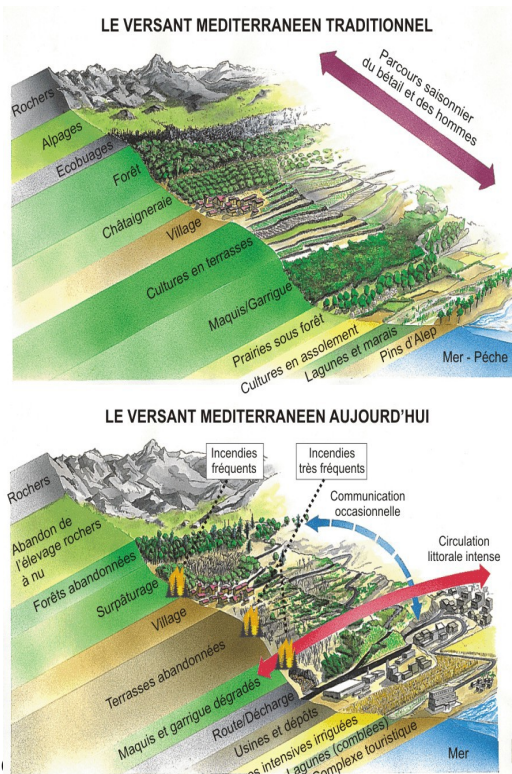
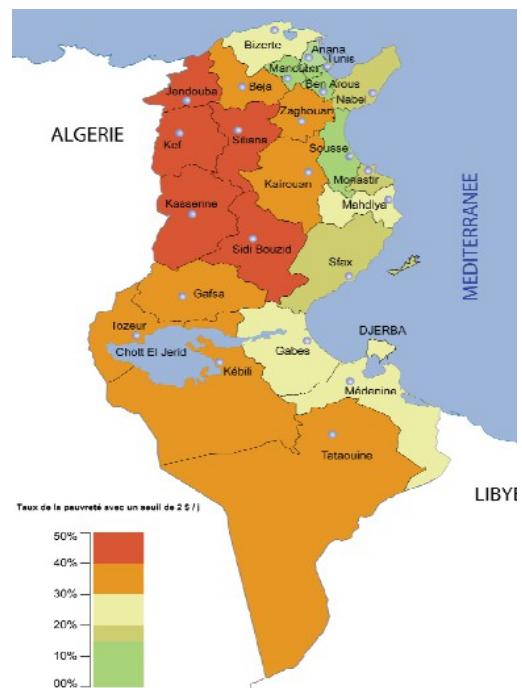


Figure 2 : taux de pauvreté en Tunisie



C'est être de nature ancienne, on pourrait une cause largement commune. Ne sommes pas en effet la conséquence d'un monde aux distances

<sup>5</sup> Avec une densité agricole moindre, de nouveaux savoir-faire doivent être trouvés pour bien gérer l'espace. J'ai vu ainsi des paysans cévenols savoir admirablement gérer la nouvelle pratique de l'éco-bûchage.

raccourcies, dominé par une concurrence mondialisée peu régulée et par un modèle de croissance reposant d'abord sur l'utilisation massive, minière et à prix bas de l'énergie fossile ?

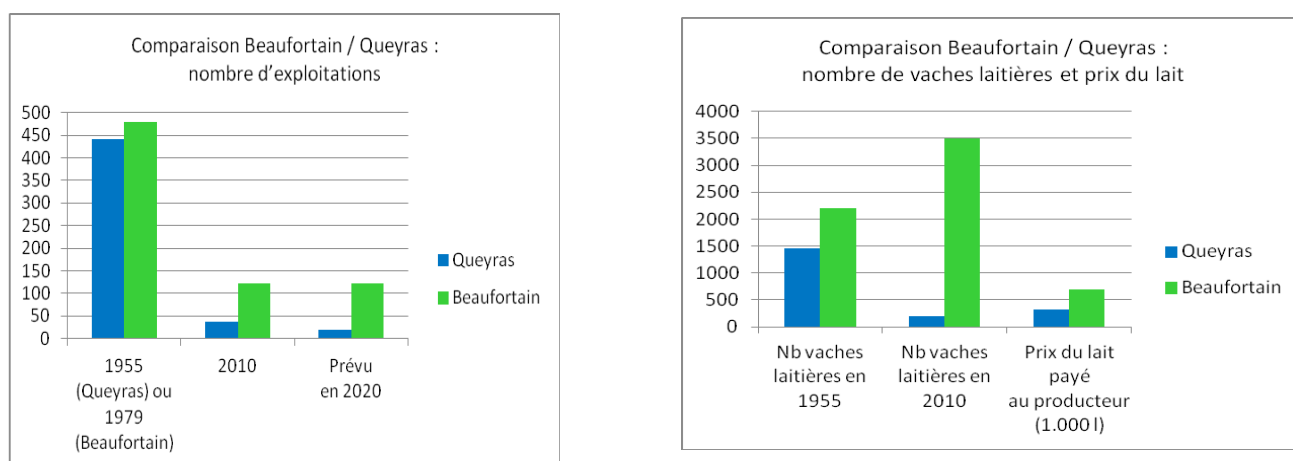
Le problème aujourd'hui, c'est que ce qui a longtemps été considéré comme une solution de progrès, apparaît maintenant comme un risque d'impasse : pertes massives de terres arables par artificialisation, érosion et salinisation ; bilan énergétique désastreux (on consomme de 5 à 10 calories pour en apporter seulement une dans nos assiettes), raréfaction du pétrole et d'autres ressources naturelles, jeunes sans emplois, urbanisation sans industrialisation en Afrique, « petite agriculture » et territoires ruraux largement laissés de côté du progrès, pauvreté et analphabétisme rural, crise climatique et alimentaire et donc « émeutes de la faim »,...

Il y a donc une certaine urgence à reprendre conscience des priorités. Et la priorité, ce serait déjà de bien gérer la biosphère (on a tous besoin de manger) et de maintenir les équilibres, donc d'abord de remettre l'agriculture familiale (2,6 milliards de personnes) au centre !

### Les terroirs et l'origine : vers une nouvelle « post modernité »

La marginalisation des territoires ruraux difficiles n'est pas une fatalité ! L'analyse comparée, restrospective et prospective, de 15 territoires français, récemment réalisée par le CGAAER<sup>6</sup>, le montre. En effet, des territoires très comparables il y a 50 ans ont connu des évolutions opposées. Ainsi, par exemple, l'Aubrac a pu conserver sa population (18hab/km<sup>2</sup>) alors que le Cézallier voisin en a perdu la moitié. Pourtant les 2 territoires sont cousins par la géographie, par la culture (élevage des races Aubrac et Salers, savoirs fromagers) et par le climat. De même, le Beaufortain, sur 4 communes, compte 121 exploitations agricoles, alors que le Queyras, sur 8 communes n'en a plus que 37 dont la moitié est menacée de disparaître dans les 10 ans. Comment expliquer de telles divergences ? D'abord par la bonne valorisation des savoir-faire montagnards. Ici, le lait transformé en fromage de haute qualité (les AOC *Beaufort* et *Laguiole*) se vend près de 700 euros les 1000 litres ; là vendu lait UHT ou mal valorisé, moins de 300.

Figure 3. Comparaison Queyras et Beaufortain (Source CGAAER, 2013)



La réussite de l'Aubrac et du Beaufortain n'a pourtant pas été de soi ! Elle a nécessité en effet aux éleveurs de la montagne de s'imposer pour s'opposer au modèle de « modernité » alors proposé par le monde agricole et par la vallée (ensilage, mécanisation, lait UHT, races à haute productivité). C'est en faisant ainsi le choix d'un avenir fondé sur des valeurs culturelles (la qualité du rapport à la nature et donc des savoir-faire, la qualité authentique des produits, l'action

<sup>6</sup> « La France et ses campagnes 2025-2050 : regards croisés filières et territoires » ; CGAAER Sept 2013 ; Guillaume Benoit, coordinateur.

collective..) et sur l'innovation (commerciale, technique, organisationnelle), que ces territoires ont réussi leur entrée dans la « **post-modernité** ». Et cette réussite, qui est à la fois économique, sociale, et environnementale les ont fait entrer en « spirale vertueuse » alors que leurs voisins, en difficulté, sont à contrario en risques de « cercles vicieux ».

### La défense de l'origine : un long combat, une controverse internationale

Cette valorisation « *par le terroir* » n'aurait pas non plus été possible sans la demande croissante du marché (les IG représentent 20% du marché alimentaire français avec une bonne croissance annuelle) ni sans un dispositif national et européen de reconnaissance et de protection de l'« **origine** », c'est-à-dire en même temps une « *provenance* », une qualité, des savoir-faire dans la production/transformation, et une authenticité.

La protection de l'origine a été et reste un combat. Dès l'époque antique, Galien remarquait que l'on vendait bien plus de *miel des Cyclades*, de *vin de Falerne*, et de *persil de Macédoine* que ce que l'aire de production pouvait permettre. Et Pline de se lamenter de la perte de qualité ! Il faudra pas mal d'étapes (figure 4) pour obtenir - non sans mal !- le règlement européen du 14 juillet 1992 permettant la reconnaissance des AOP (appellations d'origine protégée) et IGP (indications géographiques protégées). Ce dispositif doit tout à Joseph Capus, un agronome devenu sénateur, qui, par le décret loi de 1935 a fixé les 4 fondamentaux du succès, à savoir : i) la définition de l'origine : aire d'appellation, produit et savoir-faire liés ; ii) le contrôle, iii) une institution officielle de reconnaissance (devenue l'INAO) et, iv) la gouvernance locale par un organisme de défense et des gestion (ODG).

**Figure 4. Le long combat de la reconnaissance de l'origine**

<b>Antiquité</b>	Déjà des usurpations ! Miel des Cyclades, vin de Falerne, persil de Macédoine
<b>Moyen Age</b>	Déjà des protections ! Comté, Parmegiano..
<b>Révolution 1789 – Fin 19ème</b>	Fin des protections / corporatismes, Défense seule propriété privée; libre-échange, .... uniformisation, usurpations, crise rurale
<b>1919-1935</b>	Lois champagne, roquefort, AOC (J Capus) 4 fondamentaux : origine, contrôle, INAO, ODG
<b>1992</b>	Élargissement à l'UE (règlement du 14 juillet)
<b>Réforme 2003 :</b>	L'UE reconnaît le principe de réciprocité internationale
<b>1994</b>	Opposition UE/ Groupe de Cairns. Accord ADEPIC à l'OMC Protection internationale de l'origine limitée aux seuls vins et spiritueux

Ce long combat n'est pas terminé. En effet, l'accord passé à l'OMC sur les droits propriété intellectuelle ne protège toujours que les IG vins et spiritueux. Il est intéressant de souligner les arguments respectifs des amis et des adversaires des indications géographiques (figure 5).

**Figure 5. Les arguments respectifs des amis et des adversaires des indications géographiques (IG) dans le débat international sur le commerce et la propriété intellectuelle**

	<b>Adversaires des IG</b>	<b>Amis des IG</b>
--	---------------------------	--------------------

<b>Philosophie et droit</b>	Liberté individuelle	Droit public
<b>Développement</b>	IG= entrave libre commerce	IG= moyen de développement rural (zones défavorisée, pays en développement)
<b>Marques</b>	« Les IG tuent les marques »	Faux : complémentarité IG/marques ! (ex Roquefort)
<b>Bureaucratie</b>	Un système trop coûteux !	Le système est peu coûteux (simple tenue de registres) et ses bénéficiaires pourraient le financer. Le coût juridique pour les producteurs victimes de l'usurpation est par contre très élevé.
<b>Libre concurrence</b>	Les IG sont des clubs fermés qui entravent le commerce et créent des rentes qui accroissent les prix	Les IG ne sont pas des « clubs » car dans l'aire d'appellation, tout producteur qui respecte le cahier des charge peut en bénéficier. En outre, les IG protègent les petits producteurs et la rente est justifiée par la qualité de l'origine et par des coûts de production élevés.
<b>Information du consommateur</b>	Un néo-zélandais n'est pas trompé par un roquefort de Nouvelle Zélande car il ignore tout du roquefort !	Interpréter ainsi reviendrait à donner une prime au producteur le plus malhonnête et au consommateur le plus stupide ! Les « libéraux » sont incohérents de vouloir contester les IG alors qu'ils ne contestent pas le « bio »

Source : Le goût de l'origine. INAO

### **Conclusion : remettre la culture au centre du développement durable**

La question des savoir-faire ruraux apparaît aujourd'hui comme une question essentielle pour l'avenir de l'humanité. Alors que l'Afrique sub-saharienne doit créer 300 millions d'emplois dans les 15 ans, que de très nombreux systèmes sont en « danger », que l'offre alimentaire n'est plus structurellement supérieure à une demande globale toujours fortement croissante, et qu'il va falloir nourrir un milliard d'habitants en plus d'ici 15 ans, *il n'y a pas en effet de solutions possibles sans s'appuyer sur l'agriculture familiale, sans progrès dans les zones rurales difficiles et sans bonne gestion de la biosphère* ; ces 3 questions étant pour une large part liées.

Les urbains devraient donc d'urgence reprendre conscience de leur dépendance à la campagne et de la valeur des savoir-faire ruraux. Par exemple, les savoir-faire des éleveurs des zones semi-arides du Maroc sont d'une importance stratégique pour faire face au changement climatique.

La solution aux nouveaux problèmes du monde ne passera pas par plus de concurrence mais par plus de coopération. C'est d'ailleurs le mérite des travaux de Mme Elinor Oström, Prix Nobel 2009 d'économie, d'avoir montré, preuves à l'appui, qu'il était possible, sous réserve de bonne communication, de gérer avec équité et efficacité et durabilité les ressources « biens communs ».

L'exemple historique des territoires ruraux français montre la voie du passage à la « post modernité » par le terroir. La réussite d'un tel passage est essentielle dans des pays comme le Maroc, pays dont 80% de la population rurale vit dans les zones difficiles que sont les montagnes, les zones sahariennes-oasiennes, et les plateaux et plaines du « semi-aride » ; et pays qui dispose d'un fabuleux trésor de savoir-faire accumulés en même temps que de consommateurs preneurs. Le Maroc s'y est heureusement engagé depuis quelques années comme les visiteurs du Salon de l'Agriculture de Paris ont pu le constater en 2012. Ce faisant, il a montré, et d'autres pays en développement et transition avec lui, qu'il n'y a pas un seul chemin vers la modernité et que la petite agriculture dispose d'un potentiel de progrès remarquable pour peu qu'on lui donne la possibilité de reconnaître, d'améliorer et de valoriser ses savoir-faire.

Pour les pays en transition et en développement qui ont, comme nous, trop souvent tendance à vouloir se donner des visions standardisées du progrès, l'enjeu du passage à la « post-modernité » est d'autant plus considérable que les « sauts » possibles peuvent concerner nombre

de domaines (figure 6). On pourrait ainsi éviter des cheminements de progrès à hauts coûts et donner beaucoup plus de chances de survie à l'humanité.

**Figurer 6. Remettre la culture au centre du développement durable :  
Exemples de « sauts » possibles vers la post-modernité**

<b>Modernité</b>	<b>Post modernité</b>
Agriculture mécanisée à forte consommation d'intrants externes (engrais, énergie, pesticides..)	Agricultures plurielles à forte intensité en savoirs ; intensification écologique
Arrière-pays laissés à l'abandon : déprise agricole et pastorale	Renouveau territorial avant déprise Approches « terroir », paniers de biens et services Appui à la « petite agriculture »
Ville étalée, fortement motorisée (automobile), ségrégation sociale, forte consommation de terres agricoles	Articulation densification/transports en sites propres Contrats villes-agriculture péri-urbaine Ville inclusive Ville bioclimatique (ex du vieux Nice), mobilité durable
Tourisme « hors sol » en forte concurrence (ex entre destinations méditerranéennes : Chypre, Baléares, Malte, Turquie..) Littoral bétonné	Tourisme urbain et rural, valorisant les cultures locales (ex Italie, France, Maroc rural...) Protection et valorisation du littoral
Economie très consommatrice d'énergie	Réussite de la transition énergétique
Utilisation de la motopompe. Surexploitation des nappes d'eau	Gestion par la communauté d'irrigants avec règles garantissant l'équité et la durabilité

Ceci supposerait de faire confiance et d'appuyer le « local », comme le montre « La France et ses campagnes ». Le local n'est pas que la ville, c'est aussi le « terroir », l'intercommunalité, le « pays »... ; et la réussite passe par la qualité du leadership et de l'action collective, donc d'abord par la capacité à produire du « *capital social* ». Le local cependant ne suffit pas ! Il faut aussi un minimum de « *régulation* », c'est-à-dire des lois qui permettent d'affirmer, de défendre et de gérer de façon équitable, durable et efficace le « bien commun » : l'origine, les forêts, alpages, pêcheries, et autres périmètres irrigués et leurs organes de gestion. En termes de politiques publiques, entendre le message de Mme Ostrom, c'est reconnaître l'échec du « tout état » comme du « tout marché » et la nécessité de passer de politiques descendantes, technocratiques, normatives et en silos, lesquelles viennent entraver l'innovation locale, à des politiques stimulant l'engagement et l'intelligence locale. Les règles inventées en France pour les AFP (associations foncières pastorales) ou pour la défense de l'origine peuvent être citées en exemples. Seront-elles étendues aux produits de l'artisanat (ex : savon de Marseille, porcelaine de Limoges...) ?

Compte tenu de la montée rapide des périls, il y a certainement urgence à *mettre aujourd'hui la culture au cœur de la réflexion sur le développement durable* et donc au cœur de l'action ; quitte à s'opposer s'il le faut aux visions simplificatrices de *l'économie verte* ! L'enjeu au fond est de retrouver une certaine **harmonie** dans notre rapport à la nature ; ce qui ne peut passer que par une révolution de type *culturel* car il s'agit de réussir à assembler effectivement les dimensions économiques, sociales et écologiques du développement et non pas seulement à améliorer l'« efficacité ». Ce retour à l'harmonie suppose cependant que le local prenne aussi conscience des limites planétaires ainsi que des interdépendances croissantes et donc des solidarités à reconstruire avec la biosphère ainsi qu'entre villes et campagnes, amont et aval et entre pays riches et pauvres en eau. Là est sans doute la clef du développement durable !